



## « Fracture numérique » : esquisse d'un concept

---

Une « fracture numérique » accompagne l'essor du numérique depuis les années 1990. Esquisse d'un concept problématique.

12 février 2022

Catégorie : **Mundus Numericus**

Tags : **algorithme, éducation, information, politique, société, technique**

Personnages : **Bill Clinton, Al Gore, Fabien Granjon, Éric Guichard, Emmanuel Macron, Barack Obama**

Une soi-disant « fracture numérique » accompagne l'essor des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) depuis le milieu des années 1990. Ce concept fluctuant a connu selon nous différents « temps » correspondant aux grandes phases de la numérisation de nos sociétés : l'essor d'internet (1995-1999), la décennie de l'ordinateur (2000-2009), la décennie du smartphone (2010-2019) et pour finir la crise du coronavirus (2020-2021) pendant laquelle le « clou » numérique fut définitivement enfoncé. Mais aujourd'hui, à l'aube de l'ère algorithmique, le concept de « fracture numérique » a peut-être déjà vécu.

### **Temps politique : naissance (1995–1999)**

*« Il y a deux ans, le Président Clinton et moi-même avons mis l'Amérique au défi de connecter chaque salle de classe – qu'elle soit située en ville, en zone rurale ou en banlieue – à l'autoroute de l'information d'ici l'an 2000. [...] Nous avons mis la Nation au défi de s'assurer que nos enfants ne seront jamais séparés par une fracture numérique »<sup>1</sup>*

*Vice-Président Al Gore, 10 octobre 1996*

*« Si nous croyons vraiment que nous appartenons tous à l'ère de l'information, alors, en ce moment de prospérité, nous ne pouvons laisser personne dans l'obscurité »<sup>2</sup>*

---

<sup>1</sup> Al Gore et Bill Clinton / White House – 10 octobre 1996 – [Excerpts from transcribed remarks by the President and the Vice President to the people of Knoxville on internet for schools](#) – « Two years ago, President Clinton and I challenged America to connect every classroom -- inner-city, rural, suburban -- to the Information Superhighway by the year 2000. [...] We challenged the nation to make sure that our children will never be separated by a digital divide ».

<sup>2</sup> Bill Clinton / Tech Law Journal – 5 juin 1998 – [Remarks by the President at Massachusetts Institute of Technology 1998 Commencement](#) – « If we really

*Président Bill Clinton, 5 juin 1998*

Aux États-Unis, dans les années 1930, près de 90% de la population urbaine avait accès à l'électricité contre seulement 10% dans les zones rurales<sup>3</sup>, mais personne n'utilisa jamais le terme de « fracture électrique ». Le mot « *fracture* » lui-même n'apparaît que dans les années 1980-1990, où il vient progressivement équiper une rhétorique *politique*. En France, on se souvient ainsi que la « *fracture sociale* » fut l'un des principaux thèmes de la campagne de Jacques Chirac en 1995, comme s'il discernait un phénomène nouveau ou d'une ampleur inédite. Mais les groupes sociaux furent toujours traversés par des différences voire fractionnés par des divisions. À quoi donc l'apparition du mot « fracture » dans le discours faisait-elle écho ? L'intuition portée par le sens premier du mot – une lésion osseuse – nous oriente vers l'hypothèse de l'affaiblissement rapide d'un corps politique qui ne déterminerait plus les phénomènes économiques et sociaux mais qui les subirait *avec nous* (en Occident tout au moins) et qui se situerait par conséquent *de notre côté* pour *soigner* nos blessures causées par un environnement qui se modernise.

En l'occurrence, notre seconde hypothèse est que cette fracture semble faire écho à l'« universalisme technologique » qui se répand depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle comme une doxa positive mondiale, tous systèmes politiques confondus. La fracture accompagne ainsi cette doxa comme un concept-pilote, indiquant, dans un manichéisme assez confondant, ce qu'il faut *toujours* faire : réduire cette fracture qui sépare les « gagnants » – que nous pourrions appeler les « techno-riches » – des « perdants » –

---

*believed that we all belong in the Information Age, then, at this sunlit moment of prosperity, we can't leave anyone behind in the dark ».*

<sup>3</sup> Carl Kitchens / Vox EU – 29 janvier 2014 – [US electrification in the 1930s](#)

les « techno-pauvres ». Le mot usuel « inégalité » ne convient pas si bien car il renvoie à des rapports de domination dont le politique *doit rendre compte* plutôt qu'à des divisions sociales provoquées par un phénomène exogène et subi. Le mot « fracture » trahirait ainsi cet aveu de faiblesse moderne : la diffusion de la technologie, en particulier numérique, échappe à tout contrôle.

Le scénario est chaque fois identique : une innovation technologique d'ampleur se répand rapidement au moyen de procédés capitalistes (voire ultracapitalistes dans le cas du numérique, voir [Elon Musk, vassal spécial](#)) et son front d'onde efface progressivement les « techno-pauvres », laissant derrière lui toujours plus de « techno-riches ». Le « front électrique » des années 1930 mettra ainsi 25 ans à parcourir toute la population américaine (notons cependant que 10% de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'électricité en 2022 et constitue une poche résiduelle d'électro-pauvres sortis du champ politique<sup>4</sup>).

Les années 1995-2000 furent celles du « consentement » des femmes et hommes politiques à l'implacable progression de ce nouveau front numérique, consentement auquel a fait écho la fracture numérique dans leurs discours. Ils se sont ainsi auto-désignés soigneurs de nos commotions numériques, sans débats ni programmes. Mais avaient-ils d'autres choix ? N'en n'a-t-il pas toujours été ainsi depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle face au puissant attelage techno-capitaliste ?

### **Temps sociologique : critique (2000–2009)**

*Une seule chose est claire : la fracture numérique semble aujourd'hui une dimension obligée de la rhétorique des institutions qui, comme Colby le souligne, ont une forte*

---

<sup>4</sup> The World Bank – [Access to electricity](#)

*propension à choisir la solution afin de déterminer le problème éventuel.*<sup>5</sup>

La « fracture numérique » accompagne ainsi une axiologie de la technologie numérique – le numérique c’est « bien » – mais peine à décrire la réalité d’une société qui s’y ajuste tant bien que mal. Il existe évidemment d’authentiques *inégalités en rapport avec le numérique* mais ni ces inégalités ni ces rapports ne se prêtent à une analyse simple car ils évoluent au gré d’un flux imprévisible d’innovations (notons au passage que le « cycle de vie » de ces innovations respecte un protocole immuable : le technologue « innove », l’économiste-financier « disrupte », le politique répare les « fractures », le sociologue analyse les « inégalités » et enfin les ONG et autres fondations prennent en charge le « résidu », les technopauvres restants ignorés des pouvoirs en place, qu’ils soient politiques ou intellectuels).

Sous ce flux d’innovations, le concept de fracture numérique finit lui-même par... se fracturer en sous-concepts : « *fracture numérique géographique* », « *fracture numérique générationnelle* », « *fracture de premier degré* » (accès au numérique), « *fracture de second degré* » (utilisation du numérique), « *fracture de troisième degré* » (utilisation correcte du numérique), « *fracture liée au genre* », « *fracture liée au handicap* »... autant de sous-concepts qui ne saisissent jamais rien des phénomènes qu’ils semblent décrire mais assignent encore et toujours nos dirigeants à des politiques de soins et de solutions plutôt que d’avenirs (d’ailleurs, si le numérique est devenu si déterminant qu’il « fracture » la société, comment se fait-il qu’il ne soit jamais un sujet d’affrontement entre projets politiques, tous bords confondus ?).

---

<sup>5</sup> Alain Rallet, Fabrice Rochelandet / Réseaux 2004/5-6 (n° 127-128), pages 19 à 54 – 2004 – [La fracture numérique : une faille sans fondement ?](#)

Fort heureusement, dans les années 2000-2010, les sociologues ont commencé à disposer de faits sociaux concernant les impacts du numérique, et ainsi à pouvoir structurer une critique du discours politique de la fracture. Nous n'en donnons ici qu'un petit aperçu franco-français, assez intéressant car non dénué d'une certaine exaspération. Ainsi le sociologue Fabien Granjon, analysant en 2009 les « *usages populaires de l'informatique connectée* », commence-t-il par rappeler que<sup>6</sup> :

*Le thème de la « fracture numérique » se présente encore trop souvent comme l'évidente déclinaison de cette idéologie qui fait des usages des TIC le garant d'un changement social positif bénéficiant au plus grand nombre. Dans une perspective critique, nous souhaitons déconstruire ce cadrage normatif en rappelant que les phénomènes de « fracture numérique » sont d'abord la conséquence d'inégalités sociales.*

Granjon réintroduit ainsi une simple possibilité critique en rappelant l'ordre habituel des choses : *il y a d'abord des inégalités sociales* – des rapports de domination des uns par les autres – antérieures à tout phénomène de fracturation par les fronts d'onde technologiques. Granjon développe alors un argumentaire toujours valable aujourd'hui. L'arrière-plan moral est, dit-il, assez proche de celui de « *l'égalité des chances* ». Il faut ainsi, dans la société de l'information, que chacun dispose d'un ordinateur et d'un accès internet pour pouvoir participer à la compétition. Cependant, les sociologues le savent bien, la seule égalité des chances ne remédie pas aux inégalités mais, au contraire, les entérine bien souvent. En effet, disposer d'un ordinateur et d'une liaison internet ne fait que donner une possibilité *de principe* mais que les inégalités en place

---

<sup>6</sup> Fabien Granjon / Lavoisier – 2009 – [Inégalités numériques et reconnaissance sociale](#)

répriment *de facto*. Granjon s'appuie sur une enquête menée dans les milieux populaires et qui met par exemple en évidence les positions dévalorisantes résultant de la possession d'un ordinateur dont on ne sait que faire à l'époque :

*Ne pas trouver d'utilité précise à une technologie dont on « sait » par ailleurs que beaucoup de personnes en développent des usages dont ils semblent être en capacité d'en tirer avantage, c'est éprouver une dissemblance radicale avec ceux « qui ont », « qui savent » et « qui profitent », ici comme en d'autres domaines.*

L'« égalité des chances » met en évidence les inégalités déjà subies. L'arrivée du smartphone et des applications prêtes à l'emploi améliorera en apparence l'égalité réelle d'accès aux TIC, mais ne fera que déplacer ce problème essentiel que Fabien Granjon résume ainsi :

*Nous sommes en présence d'un processus intégrateur visant à laisser croire que les usagers de l'informatique connectée auraient une réelle chance d'améliorer leurs conditions d'existence du fait de leurs nouvelles pratiques, alors qu'ils sont surtout susceptibles de contribuer, d'une nouvelle manière, au maintien du monde tel qu'il va et qui est la cause de leur situation sociale défavorable.*

La « fracture numérique » reste ainsi un concept non identifié pour la sociologie, et même qualifié en 2011 de « *mythe* » par le philosophe Éric Guichard dans une critique virulente qui mérite une relecture<sup>7</sup>. Il accuse à l'époque les statisticiens du CRÉDOC de pratiquer une « *sociologie*

---

<sup>7</sup> Éric Guichard / dans « *Regards croisés sur l'internet* », Presses de l'ENSSIB – 2011 – [Le mythe de la fracture numérique](#)

naïve » et même d'énoncer un discours « *non-sociologique* », c'est-à-dire « *débarrassé de l'analyse des relations de domination entre groupes ou classes qui caractérise la discipline* ».

Voici donc comment la sociologie des années 2000-2010 s'est méfiée de la rhétorique institutionnelle de la fracture numérique, soupçonnée d'escorter la progression d'un « système technicien » ([Jacques Ellul et le système technicien](#)) sans résoudre les inégalités que cette progression ne vient que souligner, voire renforcer.

### **Temps technique : éclipse (2010–2019)**

*« Oubliez ce que vous avez pu entendre au sujet de la fracture numérique ou des craintes que le monde ne se divise en "info-riches" et "info-pauvres". Le fait est que la technologie favorise l'égalité et que ce sont souvent les appareils relativement bon marché et banals qui font le plus de bien »<sup>8</sup>*

*Bill Clinton, 1<sup>er</sup> octobre 2012*

*« Aujourd'hui, le haut débit n'est pas un luxe, c'est une nécessité »<sup>9</sup>*

*Président Barack Obama, 14 janvier 2015*

La décennie 2010-2019 est marquée une relative absence de la « fracture numérique » dans les discours politiques. D'une part, les préoccupations étaient tournées vers l'économie – digérer la crise

---

<sup>8</sup> Bill Clinton / Time Magazine – 1<sup>er</sup> octobre 2012 – [The Case for Optimism](#) – « Forget what you may have heard about a digital divide or worries that the world is splintering into "info haves" and "info have-nots." The fact is, technology fosters equality, and it's often the relatively cheap and mundane devices that do the most good ».

<sup>9</sup> Barack Obama / White House – 14 janvier 2015 – [Remarks by the President on Promoting Community Broadband](#) – « today, high-speed broadband is not a luxury, it's a necessity ».

financière de 2008 – et vers l'écologie – digérer les thèses du réchauffement climatique sur fond de multiplication des catastrophes. Mais surtout, sur le front technologique, l'expansion rapide et simultanée des smartphones, du haut débit et des réseaux sociaux semblait effacer naturellement les « inégalités » d'accès aux TIC sans que le politique n'ait à intervenir. Ajoutons qu'ici, en Europe, la politique au sujet du numérique fut déléguée à des institutions communautaires qui, si elles ont fait un bon travail, tiennent le sujet à bonne distance des préoccupations nationales. Enfin, en France, on a mis en place quelques politiques publiques d'accompagnement et de lutte contre cette autre « maladie » : l'« illectronisme » (en anglais « *digital illiteracy* »). Ce nouveau concept-pilote de l'universalisme technologique désigne de lui-même, sur le modèle de l'« illettrisme » (mot inventé, faut-il rappeler, seulement en 1978), les instances publiques et politiques qui soigneront l'affection : systèmes éducatifs, grandes agences nationales et internationales, etc.

Bref, cette décennie ronronnante tient à distance la fracture numérique derrière un ensemble de programmes convenus (numérique à l'école, fibre dans les campagnes, aides en tout genre aux « illectrés », startups et licornes...), en occultant tout discours authentiquement politique au sujet de rapports de domination bien plus préoccupants : domination du secteur privé, notamment en matière d'infrastructures (GAFAM, FAI...), concentration inédite de richesses entre quelques mains (milliardaires du numérique, influenceurs...), domination des « surveillés » par les « surveillants » (pouvoirs autoritaires, donnés livrés au secteur privé...), etc. Si bien que les politiques publiques destinées à réduire la « fracture numérique » et l'« illectronisme » ne font en réalité que consolider ces rapports de force et maintenir, comme disait le sociologue Fabien Granjon, « *le monde tel qu'il va* ».

Un seul chiffre : aujourd'hui en France, 50% du trafic internet en France provient de seulement quatre fournisseurs de contenus, tous américains. Dans l'ordre décroissant : Netflix, Google, Facebook et Akamai (entreprise spécialisée dans les serveurs de cache pour les entreprises et qui compte parmi ses principaux clients Microsoft, Apple, Adobe, Logitech, ou encore Facebook)<sup>10</sup>. Amazon arrive en 5<sup>ème</sup> position. Le haut débit pour tous qui, certes, permet de satisfaire correctement les nouvelles nécessités de la vie quotidienne, bénéficie surtout à l'hégémonie ces acteurs sans aucun frais pour eux. « Winner takes all » comme nous l'a montré le brutal « [jeu des GAFA](#) », et s'il y a une fracture il faudrait plutôt regarder de ce côté-là.

### **Temps épidémique : retour (2020–2022)**

*La pandémie a été un signal d'alarme sur la gravité de la fracture numérique, et elle pourrait donner l'élan nécessaire pour aborder le problème avec une solution solide et complète. Le président Joe Biden dit en avoir une. Mais est-elle suffisante ?<sup>11</sup>*

*« Oui, la France va prendre le tournant de la 5G ». Devant des entreprises du numérique, lundi 14 septembre, le chef de l'État a ironisé sur ceux qui préféreraient « le modèle Amish » et le « retour à la lampe à huile ».<sup>12</sup>*

La crise épidémique a amplifié en même temps qu'elle a révélé cette dépendance aux TIC installée sans coup férir pendant la décennie précédente. On notera par exemple que la domination du secteur privé est devenue structurelle : Alphabet (Google), Apple, Meta (Facebook),

---

<sup>10</sup> GNT – 7 juillet 2021 – [Le trafic vers les FAI a augmenté de 50 % en un an](#)

<sup>11</sup> Aaron Mak / Slate – 22 avril 2021 – [It Will Take a Lot More Than Money to Fix the Digital Divide](#)

<sup>12</sup> France Info – 15 septembre 2020 – ["La France va prendre le tournant de la 5G". répond Macron aux maires de Grenoble et Lyon qui demandent un moratoire](#)

Amazon et Microsoft ont vu *sur la seule année 2021* leurs chiffres d'affaires déjà considérables progresser de respectivement 32%, 11%, 20%, 9% et 20%<sup>13</sup>.

Cette crise a en même temps provoqué le retour de la fracture et de ses soigneurs politiques et institutionnels car on « découvre » que 20% des français se trouvent encore en difficulté avec les outils et services numériques devenus, en l'espace d'une décennie, indispensables dans la vie quotidienne : travail, études, démarches administratives, achats, loisirs, vie sociale... Le politique évalue dès lors la fracture numérique à peu près exclusivement à l'aune de l'accès à ce *haut débit* qui permet à beaucoup de simplement vivre. Ainsi lit-on dans un rapport récent du Congrès américain cette nouvelle définition<sup>14</sup> :

*Le terme « fracture numérique » est utilisé pour décrire le fossé entre ceux qui disposent d'un accès adéquat à l'internet à haut débit et ceux qui n'en disposent pas.*

Une note de bas de page précise cependant que :

*L'expression « fracture numérique » peut également désigner les disparités internationales en matière d'accès TIC. Le présent rapport se concentre uniquement sur les questions nationales.*

Le concept de « fracture numérique » est ainsi un habit que l'on taille (et que le lobbyiste ajuste souvent) au gré des innovations, des problèmes d'adoption et de pénétration rencontrés par ce secteur économique et financier qui « disrupte ». En l'occurrence, en 2022, le sujet principal est de permettre l'accès à tous et à tous les objets connectés

---

<sup>13</sup> Patrick Barriere / Blog Calipia – [FIN DE LA PLUIE DES RÉSULTATS Q4 2021 POUR LES GAFAMS](#)

<sup>14</sup> Congressional Research Service – 9 mars 2021 – [The Digital Divide: What Is It, Where Is It, and Federal Assistance Programs](#)

aux grands centres de pouvoir numérique que sont les *clouds*. Le débit détermine le « diamètre » du tuyau qui relie chacun d'entre nous à ces fermes algorithmiques. On mesure ainsi, en bits par seconde, non pas notre bien-être numérique mais le curseur de notre dépendance aux algorithmes.

### **Ère algorithmique : résolution (2022-...) ?**

*On ne peut plus faire un pas sans être tracé. Il y a comme un Parlement des machines qui décide dans notre dos. Nous sommes gouvernés par des algorithmes. Mais on ne décide jamais de leurs critères ! On ne discute pas du programme, ni des arbitrages qu'ils vont faire pour nous. Ce sont des boîtes noires. Ça nous rend dépendants. Le système nous gère.*

*Alain Damasio – 2019 – Les Furtifs*

Cette ultime simplification de la fracture numérique, réduite au front d'onde du haut débit, est peut-être le signe que la révolution numérique est sur la voie d'un certain *achèvement*. Il aura fallu à peu près 25 ans, comme avec l'innommée « fracture électrique ». Bien entendu, il reste un peu de chemin à faire et une irréductible frange d'info-pauvres et d'« illectrés » qui seront pris en charge par la charité publique et privée.

Ce qui s'achève ici c'est le commencement du siècle de l'algorithme (si les ressources terrestres le permettent). Les algorithmes sont de plus en plus « puissants », consommateurs de ressources et ne peuvent plus être conçus ni exécutés librement sur nos ordinateurs, smartphones... ni même sur des réseaux informatiques de nos entreprises et collectivités. Les clouds sont ainsi devenus les seuls lieux possibles du pouvoir cognitif ([Hubert L. Dreyfus, Martin Heidegger et les autres](#)). S'il y a une fracture, c'est donc entre ceux qui disposent de ce pouvoir algorithmique distribué,

ces algo-riches que sont Amazon, Meta, Tesla, etc. et leurs ingénieurs, et les algo-pauvres dont le bien-être numérique se mesure en bits / seconde, c'est-à-dire à l'aune de l'intensité de leur lien avec ces algo-riches.

Bien entendu se profilent déjà au loin de nouvelles fissures et donc les interventions prévisibles de nos soigneurs politiques : 5G, NFT, cryptomonnaies, métavers ([Bienvenue dans le Métavers](#)) ... Mais pour l'essentiel, le projet numérique est déjà achevé et l'universalisme technologique consommé. Paradoxalement, c'est peut-être dans ce moment de clarté que la prise de conscience collective et citoyenne des *authentiques* inégalités en rapport avec le numérique peut prendre corps politiquement pour inventer un Mundus Numericus plus juste.

La « fracture numérique » aurait-elle donc enfin vécu ?